

## **Communiqué de presse – Octobre 2017**

### **EXISTRANS #21 - 14H – BELLEVILLE (PARIS)**

La 21<sup>e</sup> édition de l'Existrans – la marche des personnes trans et intersexes et des personnes qui les soutiennent – aura lieu le samedi 21 octobre 2017, avec un cortège qui partira de Belleville à 14h.

Nous y ferons entendre nos voix pour défendre les revendications portées par le Collectif Existrans et par de très nombreuses associations trans, intersexes et solidaires, afin de lutter contre les multiples oppressions et violences transphobes et intersexophobes, et contre la précarité sociale qui frappe les personnes trans et intersexes. En particulier, nous soulignons l'extrême fragilisation des personnes racisées, mineures, sans papiers, prisonnières, handies, séropositives, travailleuses du sexes et/ou précaires parmi les personnes trans et intersexes, ainsi que des personnes qui sont à la fois intersexes et trans.

La loi du 18 novembre 2016, dite "de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle", facilitant le changement d'état civil et le changement de prénom, nous semble une avancée bien maigre et totalement insuffisante. En effet, elle nous demande encore de justifier de notre transidentité selon des stéréotypes femme/homme binaires et caricaturaux et nous soumet en plus à l'arbitraire de la mairie et du juge.

En outre, le changement de prénom est encore inaccessible aux personnes mineures et le changement de la mention de sexe à l'état civil dépend encore grandement des Tribunaux de Grande Instance, qui interprètent la loi de façon très différente et pas toujours bienveillante. Malgré de nombreuses avancées notables pour les droits des personnes trans et intersexes dans d'autres pays tels que l'Argentine, Malte, le Danemark, la Colombie, l'Irlande, la Norvège et très récemment la Belgique, la France reste sur une loi en demi-teinte loin d'être satisfaisante.

Les violences médicales subies par les personnes trans et intersexes sont encore prégnantes aujourd'hui. De pire en pire, la SoFECT crée de nouvelles équipes. Pour rappel, cette association de médecins nocive et dangereuse, autoproclamée experte du "transsexualisme" nuit au droit à l'autodétermination des personnes trans et intersexes et sert à justifier des violences médicales aux conséquences désastreuses sur la santé mentale et physique notamment des mineur·e·s. Aussi, nous réaffirons notre demande de démantèlement de la SoFECT et la dépathologisation immédiate des transidentités.

Dans d'autres pays, comme à Malte, les opérations mutilantes imposées aux enfants intersexes, et toute intervention médicale et psychiatrique non consentie, sont interdites. La France, pourtant condamnée à plusieurs reprises par l'ONU, continue de cautionner les mutilations, stérilisations et traitements hormonaux imposés aux personnes intersexes.

Nous exigeons la libre disposition inconditionnelle de nos corps, quel que soit notre âge. Cela implique d'une part l'interdiction et la pénalisation de toute pratique médicale non consentie (mutilations, traitements chimiques ou hormonaux forcés sur les personnes intersexes, injonctions à la stérilisation, etc.) et d'autre part l'accompagnement, libre et gratuit, de tout parcours médical désiré.

Alors que les personnes trans et intersexes font partie des populations les plus fragiles et précaires, le gouvernement ne nous promet aucune avancée sur le plan social, bien au contraire ! La loi travail XXL consacre la précarisation de l'emploi, ce qui aggravera en premier lieu la vie des personnes les plus isolées et discriminées dans les entreprises. En parallèle, le gouvernement veut intensifier l'austérité et la compression des aides sociales : c'est une véritable machine à produire des inégalités, de la pauvreté et de la précarité. Nous nous opposons à cette politique des ultra-riches, ainsi qu'à la répression policière qui ne cesse de s'intensifier sous la permissivité de l'état d'urgence et de la future loi antiterroriste. Il est indispensable d'avoir une approche globale qui prend en compte tous ces enjeux pour un projet de transformation profonde de la société, dans une période de reculs multiples qu'il nous faut combattre !

### **Contre les oppressions d'Etat sociales, raciales et médicales : intersexes et trans contre vos violences !**

Depuis plusieurs années maintenant, les communautés trans et intersexes s'organisent, se structurent et conjuguent des actions concrètes de support sur le terrain et des actions coordonnées à plus grande échelle. Nous exigeons d'être systématiquement au centre de l'élaboration des politiques qui nous concernent, nous devons être écouté·e·s et entendu·e·s dans leur mise en œuvre, et nos besoins doivent être remis au centre des discussions.

Nous voulons disposer librement de nos identités, de nos corps, de nos savoirs et de nos vies sans subir en permanence les violences médicales, psychiatriques, administratives, judiciaires, institutionnelles et sociales, qui nous blessent, nous précarisent, nous isolent, nous marginalisent, nous mettent en danger et nous tuent !

Cela nécessite un changement profond de société, incluant le monde du travail, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et la recherche, le système médical, le système judiciaire, etc.

Cela va évidemment de pair avec la fin des violences racistes, policières, carcérales, handiphobes, putophobes, âgistes, classistes, sérophobes, homophobes, lesbophobes, biphobes, sexistes etc. qui nous impactent tou·te·s !

### **Nous exigeons :**

- Le changement de la mention de genre ou de non genre à l'état civil libre et gratuit en mairie, sans condition médicale (ni stérilisation, ni suivi psychiatrique) et sans homologation par un juge.
- |A terme, la suppression de la mention de sexe à l'état civil et sur l'ensemble des documents d'identité.
- Le libre choix des parcours médicaux, dépsychiatisés, dépathologisés et sur la base du consentement éclairé, avec le maintien des remboursements en France et à l'étranger.
- Le démantèlement des équipes et protocoles hospitaliers et la formation des médecins et chirurgiens français pour un suivi médical de qualité, respectueux et dépsychiatisé.
- La mise en place d'un dispositif exonérant autre que l'ALD 31, pathologisante et source de discriminations pour encadrer la prise en charge des soins potentiellement sollicités par les personnes trans et/ou intersexes au cours de leurs parcours, et pour mettre fin à l'arbitraire des médecins-conseils et aux inégalités de traitement selon les caisses d'Assurance maladie.
- L'adoption de dispositions transitoires pour garantir la continuité des droits personnes trans et/ou intersexes ayant changé de numéro de Sécurité sociale et pallier aux difficultés rencontrées, notamment auprès des organismes d'Assurance maladie et de retraite.
- La formation et la sensibilisation des personnes et structures en contact avec les personnes trans et intersexes (santé, éducation, social, administratif, justice, prisons, associatif, etc.), par et/ou en lien avec les associations trans et intersexes.
- La mise en place de mesures pour favoriser l'accès des personnes trans et intersexes aux études supérieures et au monde du travail, et pour protéger les salarié·e·s trans et intersexes.
- La fin de la ségrégation sexuée dans les compétitions sportives qui impliquent des tests d'identification sexuée et une pression médicale sur les sportifs et sportives trans et/ou intersexes.
- Le financement de campagnes de sensibilisation, en collaboration avec les associations trans et intersexes, pour lutter contre la transphobie et contre les violences médicales et sociales envers les personnes intersexes, et pour la visibilité des personnes trans et intersexes.
- Le financement de la recherche et de la communication sur la santé des personnes trans et intersexes et de leurs partenaires (VIH/sida, hépatites, IST, effets des traitements à long terme, interactions médicamenteuses, etc).
- Le financement de la recherche dans les gender et cultural studies faite par et pour les étudiant·e·s et chercheurs trans et intersexes.
- L'abandon des lois pénalisant le travail du sexe, qui précarisent et mettent en danger les personnes trans et intersexes concernées, y compris la pénalisation des clients.
- Le respect des droits humains pour les personnes trans et intersexes en milieu carcéral.
- La régularisation immédiate, inconditionnelle et sans "enquête de vérification" de toutes les personnes trans et intersexes migrantes.
- L'arrêt immédiat des opérations et des mutilations, des stérilisations, des « traitements » chimiques ou hormonaux forcés, et des pratiques psychiatriques imposées sur les enfants et adolescent·e·s intersexes. L'accompagnement psychologique non pathologisant de leurs parents et l'accompagnement à l'auto-détermination des Intersexes, conformément à la résolution 1952 (2013) du Conseil de l'Europe pour le droit des enfants à l'intégrité physique.

- La suppression de la caractérisation de l'intersexuation comme « trouble du développement sexuel » dans la classification internationale des maladies et sa déclinaison dans les textes réglementaires en France. Le retrait du « trouble de l'identité sexuelle » des manuels internationaux de diagnostic : DSM V et CIM 10.
- L'accompagnement des enfants et adolescent·e·s dans leur autodétermination : respect et protection de toute expression de genre, respect des prénoms et genre choisis, notamment dans le cadre scolaire, accès sur la base du consentement éclairé aux traitements hormonaux et/ou bloquant la puberté, comme aux autres traitements ou opérations, et accès au changement d'état civil.
- L'accès pour les personnes trans et intersexes, enfants et adultes, à la préservation de leur fertilité dans les Centres d'étude et de conservation des œufs et du sperme humain (CECOS).
- L'accès à la PMA et le respect des droits des parents trans et intersexes, notamment par la modification des actes officiels des enfants et des partenaires.
- La prise en compte par les médias du kit de l'Association des Journalistes LGBT (AJL) pour le respect des personnes trans et intersexes.

**Le 21 octobre prochain, intersexes et trans, venons en nombre faire entendre notre colère avec le soutien large, inconditionnel et sans faille de tou·te·s nos ami·e·s et allié·e·s !**

**L'oppression et la violence, c'est ici et partout, maintenant et tout le temps.  
Ça suffit ! C'est de nos vies dont il s'agit !**